



RCS : CANNES

Code greffe : 0602

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CANNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00506

Numéro SIREN : 792 818 148

Nom ou dénomination : A.W.G.

Ce dépôt a été enregistré le 11/05/2016 sous le numéro de dépôt 2155

855

A.W.G

S.A.R.L.

Au capital de 1.000 €

Siège social :

254, Allée de la Chaumière Les Parcs

06250 MOUGINS

Transféré à CANNES (06400) C/O ASSIST ENTREPRISES

37 rue d'Antibes

R.C.S. CANNES B 792.818.148 (2013 B 00506)

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 1^{er} MARS 2016

L'an deux mille seize, le 1^{er} Mars à 11 Heures, l'associé de la Société sus-désignée s'est réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la gérance.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Alexandre GOLDSTEIN, associé unique et gérant propriétaire de la totalité du capital soit 100 parts.

L'associé unique réunissant la totalité des parts, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Il est déposé sur le bureau et mis à la disposition de l'Assemblée:

- le texte des résolutions proposées,
- les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés commerciales,
- les statuts de la société,
- le registre des procès-verbaux d'Assemblées Générales,
- divers documents.

L'associé déclare avoir eu connaissance de ces documents plus de quinze jours avant la présente réunion.

Il est rappelé que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation de la valeur des biens composant l'actif social et des avantages particuliers éventuels,
- Constatation de l'existence de capitaux propres d'un montant au moins égal au capital social,

AG

- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée,
- Désignation du Président
- Transfert de siège social et mise à jour des statuts
- Modification des dates de clôture des exercices sociaux et mise à jour des statuts
- Pouvoirs.

Puis le gérant déclare que les documents devant être mis à la disposition de l'associé, l'ont été dans les délais légaux.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la gérance et du rapport de Madame Isabelle CANTA, commissaire à la transformation.

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport du commissaire à la transformation :

- Approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social contenu dans le rapport du commissaire et prend acte qu'aucun avantage particulier n'y est mentionné,
- Prend acte de l'attestation du commissaire à la transformation, que les capitaux propres de la société sont au moins égaux au capital social,

Et décide la transformation de la société en **Société par Actions Simplifiée** à compter du 1^{er} Avril 2016.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, en conséquence de la résolution qui précède et connaissance prise du projet de statuts de la société sous sa forme nouvelle, adopte dans toutes leurs dispositions lesdits statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée prend acte de la démission du gérant Monsieur Alexandre GOLDSTEIN.

AG

L'associé désigne en qualité de Président de la société, Monsieur Alexandre GOLDSTEIN, pour une durée illimitée.

Monsieur Alexandre GOLDSTEIN déclare accepter ces fonctions et que rien ne se s'oppose à cette nomination.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social du 254, Allée de la Chaumière - Les Parcs (06250) MOUGINS à CANNES(06400) C/O ASSIST ENTREPRISES -37 rue d'Antibes et de modifié l'article 4 des statuts comme suit :

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL (ancien texte)

Le siège social est fixé 254, Allée de la Chaumière - Les Parcs (06250) MOUGINS

Le conseil d'administration qui transfère le siège social dans les conditions prévues par la loi, est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL (nouveau texte)

Le siège social est fixé à C/O ASSIST'ENTREPRISE - 37 rue d'Antibes - 06400 CANNES.

Le conseil d'administration qui transfère le siège social dans les conditions prévues par la loi, est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de modifier les dates de clôtures des exercices sociaux pour adopter celle du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de modifie comme suit l'article 19 des statuts, étant précisé que l'exercice en cours se clôturera au 31 Décembre 2016.

AG

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} Avril et se termine le 31 Mars de l'année suivante.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

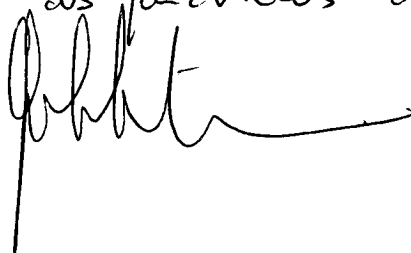
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies, ou d'extraits des présentes, en vue d'effectuer toutes formalités de publicité et de dépôt prévues par les textes en vigueur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés présents.

Bon pour acceptation des fonctions de président.



Enregistré à : POLE D'ENREGISTREMENT DE CANNES

Le 04/03/2016 Bordereau n°2016/140 Case n°12

Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

L'Agent administratif des finances publiques

[Signature]
Agent administratif principal
des finances publiques



Commissariat aux Comptes
Isabelle CANTA sarl

Commissaire aux comptes
Inscrite sur la liste de la Cour d'Appel d'Aix en Provence

A.W.G.

06400 CANNES
37 Rue d'Antibes
C/° Assist Entreprises
06400 CANNES

**Rapport du commissaire à la transformation pour la
transformation de la société
A.W.G. société à responsabilité limitée en société
par actions simplifiée**

28, bd Joseph Garnier - 06000 NICE

Téléphone 04 92 07 95 00 - Télécopie 04 93 98 28 15 - @mail isabelle.canta@cec-canta.fr

N° siret 525 211 645 00011

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
A LA TRANSFORMATION ET DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LA TRANSFORMATION DE LA
SOCIETE A.W.G., SOCIETE A RESPONSABILITE
LIMITEE EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

Aux associés,

En ma qualité, d'une part, de commissaire aux comptes désignée en application des dispositions de l'article L.223-43 du Code de Commerce et, d'autre part, de commissaire à la transformation désignée en application des dispositions de l'article L.224-3 du même code par décision unanime des associés en date du 07/12/2015, j'ai établi le présent rapport afin :

- de vous présenter mon analyse de la situation de votre société ;
- de vous faire connaître mon appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social, et le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de me prononcer, en application des dispositions de l'article R.224-3 du Code de Commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

**MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION
DE LA SOCIETE**

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse, sur la base d'une situation intermédiaire au 31 décembre 2015, est la suivante :

La situation nette de la société au 31/12/2015 ressort à :

- Capital social : 1 000 €
- Réserve légale : 100 €
- Report à nouveau : 23 782 €
- Résultat au 31/12/2015 : 16 149 €

Soit une situation nette positive de 41 031 €

La situation intermédiaire au 31/12/2015, qui n'a fait l'objet ni d'un audit, ni d'un examen limité, fait apparaître un chiffre d'affaires de 180 313 €, réalisé par l'activité d'agent immobilier sur une période de 9 mois.



Les derniers comptes annuels clos au 31/03/2015, qui n'ont pas fait l'objet, également, ni d'un audit, ni d'un examen limité, faisait apparaître un chiffre d'affaires de 111 458 €, sur une période de 12 mois.

Nous notons à l'actif :

- Une créance de 37 000 € de 2014 qui a été dépréciée à hauteur de 50 %, soit un montant de 15 468 €.
- Une facture à établir pour 40 500 €. Cette facture a été établie et a été encaissée à la date de sortie de notre rapport.

La trésorerie, au 31/12/2015, est positive, elle s'élève à 23 298 €

La situation financière paraît équilibrée.

Je n'ai relevé aucun élément ne remettant en cause la continuité d'exploitation.

Je n'ai relevé aucun événement significatif après la date de situation intermédiaire du 31/12/2015.

MISSION DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminés selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de mes travaux, j'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Fait à NICE,

Le 1^{er} Février 2016,

Le commissaire à la transformation

SARL Commissaire aux Comptes ISABELLE CANTA

Isabelle CANTA

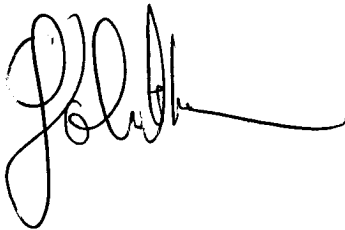


**A.W.G
SAS
Au capital de 1.000 €
Siège social :
C/O ASSIST'ENTREPRISES
37 rue d'Antibes – 06400 CANNES**

R.C.S. CANNES B 792.818.148 (2013 B 00506)

S T A T U T S

Certifiés conformes
Le président

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Luth', with a long horizontal stroke extending to the right.

ARTICLE 1 - FORME

A l'origine il a été créé une société à responsabilité limitée.

Il est formé, entre les propriétaires des parts d'origine créées, et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société par action simplifiée régie par les lois en vigueur, et par les présents statuts.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} Mars 2016 elle a été transformée en Société par Actions Simplifiées.

Elle est régie par les présents statuts et les dispositions législatives applicables.

La société est une société par action simplifiée. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

Cette société a pour objet,
La Société a pour objet :

L'exercice de l'activité d'agent commercial,

Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la société à toutes entreprises, sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet social serait susceptibles de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou sociétés en participation."

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination : **A.W.G**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par action simplifiée » ou des initiales « S.A.S » de l'énonciation du montant du capital social, et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à C/O ASSIST'ENTREPRISES - 37 rue d'Antibes – 06400 CANNES.

Le conseil d'administration qui transfère le siège social dans les conditions prévues par la loi, est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf** (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Monsieur Alexandre GOLDSTEIN a apporté à la Société une somme de mille (1 000) euros.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de MILLE (1 000) euros.

Le capital est divisé en cent (100) actions égales d'un montant de dix (10) euros chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées et attribuées en totalité à l'associé unique, en rémunération de son apport en numéraire.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des actionnaires prise dans les conditions de l'article 18 ci-après.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

ARTICLE 10 - MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les comptes d'actionnaires.

ARTICLE 11 - CESSION DES ACTIONS

1°/ Les cessions entre actionnaires sont libres.

2°/ Toutes les autres cessions doivent être agréées dans les conditions prévues à l'article 12 des statuts.

ARTICLE 12 - AGREMENT

1 - Les actions de la société ne peuvent être cédées qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2 - La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3 - La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4 - Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les quinze jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit, dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuelle, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Le droit de vote attaché à l'actionnaire appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 14 - PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est de illimitée.

Le président est Monsieur Alexandre GOLDSTEIN.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à trois mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

Le président est révocable à tout moment par décision collective des actionnaires.

ARTICLE 15 - DIRECTEUR GENERAL

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité simple, peuvent nommer un directeur général, personne physique.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité simple des actionnaires.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

La rémunération du directeur général est fixée par une décision collective des actionnaires prise à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

ARTICLE 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

ARTICLE 17 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions. Les commissaires aux comptes présentent à la collectivité des actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

ARTICLE 18 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

■ Décisions prises à l'unanimité :

Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L 227-19 du Code de Commerce.

■ Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination et révocation du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- dissolution et liquidation de la société,
- augmentation et réduction du capital,
- fusion, scission et apport partiel d'actif,
- agrément des cessions d'actions,
- exclusion d'un actionnaire.

Et modifications statutaires ne relevant pas de l'article L 227-19 du Code de Commerce.

Toutes les autres décisions sont qualifiées d'ordinaires et sont prises à la majorité des voix exprimées.

L'assemblée est convoquée par le président. La convocation est faite par lettre recommandée avec A.R. quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 19 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} Janvier et se termine le 31 Décembre.

ARTICLE 20 - AFFECTATION DES RESULTATS

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- toutes sommes à porter en réserves en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti aux actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale à la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

ARTICLE 21 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du président.

ARTICLE 22 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément au Code de Commerce et au décret pris pour l'application de l'ancienne loi du 24 juillet 1966.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 23 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire de la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement les affaires sociales, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait à CANNES
Le 1^{er} Mars 2016
En quatre exemplaires originaux.